

505 L H 257/11

6023

(1966)

Utilisation par l'armée allemande de rames
sanitaires françaises - Payement d'une indemnité

Note de la D.S.A. au Délégué G1 allemand	13. 3.42
Note de la C.A.A.	6. 6.43
Note du G1 VIGNOL à la D.S.A.	8. 6.43
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	25. 4.44
Note du M.T.P. à M. de BOISANGER	22. 6.44
Notification à la S.N.C.F.	22. 6.44

manque

Utilisation par l'armée allemande de rames sanitaires françaises - Payement d'une indemnité

Ministère de la Production
Industrielle et des
Communications

Paris, le 22 Juin 1944

Secrétariat Général
des Travaux et des Transports

SERVICE D'ETUDES GENERALES

S.A. 2119

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle et aux Communications

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la
Société Nationale des Chemins de fer Français.

OBJET - Paiement d'une indemnité par les Autorités allemandes
pour l'utilisation des rames sanitaires françaises.

REFER - Votre lettre N° 149132/1 du 25 Avril 1944.

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai
l'honneur de vous transmettre, ci-joint, pour information,
copie de la lettre que j'adresse ce jour à M. de BOISANGER,
Président de la Délégation Française auprès de la Délégation
allemande d'Armistice pour l'économie.

P. le Ministre et p.o.
Le Chef du Service d'Etudes Générales,
.....

Service d'Etudes Générales

S.A. 2119

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production
Industrielle et aux Communications

à Monsieur le Président de la Délégation Française auprès
de la Délégation Allemande d'Armistice pour l'Economie.

OBJET: Paiement d'une indemnité par les Autorités allemandes pour
l'utilisation des rames sanitaires françaises.

REFER: 1°- Votre note N° P.321/DE du 13 Mars 1942 au Délégué

Général aux relations économiques franco-allemandes;

2°- Note N° 13761 EM/Co/S du 8 Juin 1943 du Général VIGNOL

à la D.S.A. N° 1b-251/43 du 6 Juin 1943.

J'ai l'honneur d'attirer une fois de plus votre attention sur
les problèmes que posent la réquisition et l'utilisation par
l'Armée allemande des trains sanitaires français.

Les Autorités occupantes retiennent actuellement trois caté-
gories de trains sanitaires, à savoir:

I- d'une part, ceux qui ont été capturés au cours des opérations
militaires de Mai et Juin 1940, soit les rames 162, 210, 211,
219, 265, 318, 333 et 360;

II- d'autre part, ceux que les armées allemandes ont trouvé en zone
occupée lors de l'armistice et qu'elles ont modifié en partie
par rapport de voitures ordinaires prélevées sur notre parc,

soit les rames 304, 337, 362, 408 et 577, devenues par double-
ment 304 A, 304 B, 337 A, 337 B, 362 A, 408 A, 408 B, 577 A et

III- Enfin, les rames requises en zone libre après les événements
de Novembre 1942, soit celles portant les numéros 161, 163 et
573, plus une rame chirurgicale.

Ce sont ces 4 dernières rames qui ont fait l'objet des
nombreuses et longues négociations qui ont été poursuivies, soit
auprès de la Commission de Wiesbaden par l'intermédiaire de la
D.S.A., soit auprès de la Délégation Economique allemande par
l'intermédiaire de votre Délégation.

....

A la suite de la réquisition et du blocage de ces 4 rames par l'Armée allemande lors de son entrée en zone Sud deux ordres de difficultés se sont, en effet, élevés :

1°- Le Gouvernement français a protesté contre la saisie de ce matériel comme prise de guerre, en tant que matériel appartenant à l'Armée française. Les 4 rames en question, en effet, furent ramenées en zone occupée par les Autorités allemandes et garées à VILLENEUVE-ST-GEORGES.

Sur ce point, les interventions effectuées par la Délégation Française auprès de la Commission de Wiesbaden se sont heurtées à une fin de non recevoir absolue de la part de celle-ci. La C.A.A. a exprimé son point de vue définitif sur la question par note du 6 Juin 1943 rappelée en référence et transmise par une note du 8 Juin 1943 du Général VIGNOL à la D.S.A., également citée en référence. La note allemande du 6 Juin fait état de la thèse juridique suivante: la Convention d'Armistice vaut désormais pour toute la France. Or l'article 53 de la Convention de la Haye donne à la Puissance occupante le droit de saisir les moyens de transport et, d'une façon générale, les biens meubles de l'Etat. La S.N.C.F., bien qu'autonome, est une institution d'Etat, ses biens sont propriété de l'Etat et peuvent valablement être saisis.

Par lettre S.A. 1846 du 21 Septembre 1943, adressée à la B.S.A., je me suis attaché à réfuter cette argumentation et j'ai prié la D.S.A. de charger la Délégation Française de protester à nouveau contre le refus de la C.A.A. de débloquer les rames sanitaires garées à VILLENEUVE-ST-GEORGES.

Pour votre information, et afin de vous permettre de faire exactement le point de la question, je vous transmets ci-joint copie de ma lettre du 21 Septembre 1943 ainsi que de celle que j'ai adressée à la D.S.A. le 4 Janvier 1944 pour lui rappeler l'importance de cette affaire. Vous voudrez bien trouver également ci-incluse une note établie par mes Services et résumant l'évolution historique de cette affaire.

La D.S.A., jusqu'à ce jour, ne m'a pas fait connaître qu'elle ait donné suite à mes deux lettres sus-visées.

2°- Une seconde question se pose, celle de l'indemnisation de la S.N.C.F. pour l'utilisation par l'Armée allemande de ses rames sanitaires. A la fin de ma lettre précitée S.A. 1846 du 21 Septembre 1943 j'indiquais d'ailleurs à la D.S.A. qu'au cas où les Autorités allemandes maintiendraient la réquisition des 4 rames saisies en zone sud il y aurait lieu de négocier avec la Commission d'Armistice le paiement d'une indemnité de location à la S.N.C.F. dans le cadre des pourparlers en cours au sujet du matériel moteur et roulant.

Or la S.N.C.F. vient de me saisir d'une demande tendant à obtenir des Autorités allemandes une indemnité de location non seulement pour les 4 rames saisies en zone sud mais pour l'ensemble des trains sanitaires actuellement utilisés par l'Armée allemande.

Etant donné qu'en l'espèce la négociation qu'il y aurait lieu

éventuellement d'introduire auprès des Autorités allemandes est d'ordre économique, il semble qu'elle soit essentiellement du ressort de votre Délégation. Je vous rappelle à ce sujet que, par lettre N° P.321/DE du 13 Mars 1942, adressée à M. le Délégué Général aux Relations économiques franco-allemandes, vous avez exprimé l'avis qu'il y aurait lieu de considérer l'utilisation des rames sanitaires par l'Armée allemande comme un cas particulier des prestations de matériel S.N.C.F. à l'Allemagne.

Je crois devoir toutefois attirer votre attention sur la difficulté suivante :

La demande de la S.N.C.F. risque de soulever une controverse difficile avec la Délégation Economique allemande. En effet: les rames sanitaires capturées au cours des opérations militaires de 1940 et celles qui ont été trouvées par l'Armée allemande en zone occupée à la conclusion de l'Armistice sont considérées par les Autorités allemandes comme prise de guerre. Si l'on admet cette thèse l'utilisation par l'Armée allemande de ce matériel ne peut donner lieu à aucune indemnité.

Il importe donc de régler tout d'abord cette question préjudicielle.

A mon avis les rames sanitaires saisies par l'Armée allemande ayant été mises à la disposition de l'Autorité militaire française par la S.N.C.F. n'ont pas cessé d'être la propriété de celle-ci, et dans ces conditions les Autorités occupantes doivent indemniser la S.N.C.F., qu'il s'agisse des rames trouvées en zone Nord ou de celles trouvées en zone Sud, dans les conditions mêmes où elles ont consenti au paiement de frais de location pour le matériel roulant mis à leur disposition.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si vous partagez cette manière de voir et si, notamment, dans votre lettre précitée à M. le Délégué Général aux Relations Economiques franco-allemandes, vous visiez seulement les 4 rames de la zone Sud dont le déblocage a été réclamé à la Commission allemande de Wiesbaden où l'ensemble du matériel sanitaire de la S.N.C.F.

Je vous serais obligé de bien vouloir m'informer le plus tôt possible de la suite qu'il vous sera possible de donner à cette affaire.

P. le Ministre et pour le Chef
du Service d'Etudes
Générales
Signé: FAIVRE d'ARCIER.